



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
27 mai 2015

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

Vive la lutte des travailleurs de Bursa !

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat jaune Türk Metal qui impose 3 % d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20 % suite à la dévaluation de la Livre Turque (LT). Ils demandent : la garantie écrite qu'aucun gréviste ne sera licencié, que le syndicat Türk Metal soit chassé de l'usine et que des représentants élus par les travailleurs soient associés aux négociations, ainsi que 20 à 60 % de hausse des salaires.

L'incendie se propage

Cela a été le départ d'une puissante vague de grèves de 12 000 salariés sur une même zone industrielle qui touche les usines Tofaş (groupe Fiat), Mako et Coskunöz (deux équipementiers de Renault) ou encore Ford Otosan, paralysant une partie de l'industrie automobile turque. « *Ceci est notre printemps* » dit un ouvrier. Le slogan « *Renault, la résistance c'est partout* » est repris par des milliers d'ouvriers. On peut lire sur une pancarte « *résiste aujourd'hui pour ne pas mendier demain* ». Les ouvriers alignent leurs revendications sur celles des Renault.

La solidarité, c'est l'arme des travailleurs

Devant l'usine, le moral est bon : on danse, on bat du tambour, on joue de la clarinette dans une atmosphère de liesse, mais un slogan traduit bien une solide détermination : « *Plutôt mourir que reculer* ». Des groupes d'ouvriers viennent devant l'usine en soutien aux grévistes barricadés à l'intérieur. On apporte des couvertures pour affronter le froid, des commerçants apportent de la nourriture, les familles viennent encourager les grévistes, des épouses avec un bébé dans les bras parlent à leur mari à travers les grilles de l'usine, des jeunes collent des affiches de soutien. À Izmir, Ankara, Istanbul, Eskisehir, Alexandrette, etc. les travailleurs d'autres entreprises expriment leur solidarité avec ceux de Bursa par le boycott des cantines, des débrayages, des déclarations de presse ou des messages de soutien sur Facebook.

Patrons, gouvernement et Türk Metal main dans la main pour éteindre l'incendie

Chez les patrons, c'est l'affolement : dans les usines en grève, ils coupent l'eau et l'électricité, essayent de verrouiller les toilettes (mauvaise idée :

les travailleurs entrent dans celles du PDG en faisant un trou dans la porte), utilisent le chantage au licenciement, cherchent à convoquer individuellement les travailleurs. Les politiciens de l'AKP (le parti islamiste au pouvoir en Turquie) cherchent à gagner du temps en organisant des commissions de conciliation, faisant même venir trois dirigeants français de Renault en renfort. La police se positionne aux abords de l'usine et menace d'intervenir si les travailleurs de l'extérieur cherchent à entrer dans l'usine. Le procureur général de Bursa engage des poursuites pour cause de grève illégale. Et la propagande gouvernementale et patronale va bon train.

Premiers reculs du patronat

Lundi 25 mai, après 8 jours de grève, le travail a repris à Tofaş où un accord est intervenu entre direction et représentants des ouvriers :

- ▶ aucun gréviste ne sera licencié,
- ▶ le syndicat jaune Türk Metal quittera l'usine et des élections seront organisées prochainement pour l'élection des propres représentants des travailleurs,
- ▶ versement d'une prime mensuelle.

Le même accord a été signé chez l'équipementier Mako. Et une proposition équivalente a été faite par la direction de Renault, où les salaires varient de 1 300 à 2 000 livres turques (entre 450 et 700 euros). Mais ce lundi 25 mai, les ouvriers de Renault Oyak continuaient toujours l'occupation de leur usine, bien décidés à imposer leurs revendications.

L'entrée en lutte des travailleurs de Bursa est de toute façon une première victoire face à l'offensive du patronat sur les salaires et les conditions de travail qui a lieu en Turquie comme en France, et dans tous les pays où le patronat veut mettre les travailleurs en concurrence. Leur lutte est aussi la nôtre.

Veillez patienter, nous traitons votre dossier. Veillez patienter, nous traitons votre...

Depuis déjà un moment, la direction connaît nos souhaits pour le positionnement de notre quatrième semaine de congés. « La réponse vous sera donnée avant le 30 avril », nous avait-on assuré. Cela fait presque un mois sans nouvelles. Et autant de retard dans les réservations pour nos vacances.

Pourrir nos vacances, c'est pas le meilleur moyen de nous faire bosser...

Nos vies valent plus que leurs profits

Le secteur des transmissions va devoir travailler en H+ tous les samedis du mois de juin. Cela fait déjà plusieurs mois que la direction impose de travailler un samedi sur deux. Elle veut maintenant s'attaquer à nos premiers week-ends d'été.

Plier nos vies privées au rythme des ventes de véhicules, pas question. Face à la hausse de la production, exigeons des embauches et la répartition du travail sur toute l'année.

Des embauches, oui, mais en CDI

Depuis quelques temps, de nombreux intérimaires ont été recrutés sur le site de Caen. De nouvelles têtes pour compenser la récente vague de départs et aider à faire face au surcroît d'activité, c'est une bonne nouvelle.

Mais tant qu'à faire connaissance, autant que ce soit à durée indéterminée.

Pressions « amicales »

Certaines agences d'intérim travaillant pour PSA-Mulhouse envoient aux intérimaires des textos pour leur souhaiter un joyeux anniversaire. Touchante attention. Sauf que le même moyen leur sert aussi à affirmer que « tous les samedis sont travaillés ainsi que les jours fériés »... alors que les intérimaires ne peuvent travailler ces jours-là qu'au volontariat.

Le patriotisme, c'est bon pour les patrons

Scandale ! L'Etat français préfère les 4x4 de Ford au made in France pour remplacer les anciens P4 de Peugeot Sochaux ! Mais alors, pourquoi PSA s'apprête à transférer au port belge de Zeebrugge l'embarquement des véhicules qui passaient jusque là par Calais, menaçant 48 dockers de licenciement ? Réponse : parce que le patriotisme sert à solidariser les ouvriers de leurs patrons, jamais l'inverse.

Figaro : 0, France Bleu : 1

La famille Peugeot va vendre le club de football de Sochaux pour 7 millions d'euros à une entreprise d'éclairage chinoise, Lindus. À en croire *Le Figaro*, « l'événement a fait naître beaucoup d'espoirs à

Sochaux ». L'antenne locale de *France Bleu* relaie un autre son de cloche : la colère du président du club des supporters : « on ne comprend pas la famille Peugeot sur ce coup-là. C'est une certaine forme d'amertume ».

Le journaliste du *Figaro* a du prendre les espoirs des cadres de la Grande Armée pour ceux des habitués du stade Bonal...

Ça se paiera

Indemnités après 37 ans
de boîte : 10 000 euros

Retraite de PDG après
(même pas) 5 ans de boîte



Rira bien qui rira le dernier...

Mobilisation dans les hôpitaux : ça continue !

Les personnels des hôpitaux ont fait grève et manifesté jeudi dernier contre la volonté de leur direction de revenir sur les 35 heures et de supprimer leurs jours de RTT. Cette journée a été une franche réussite.

L'idée de s'en prendre aux 35 heures vient directement du Medef qui, depuis des mois, demande la fin ou au moins « l'assouplissement » de la loi des 35 heures. C'est l'État qui donne l'exemple, indiquant la voie à suivre au patronat. Mais les travailleurs des hôpitaux nous montrent eux-aussi le chemin à prendre en répondant massivement présents dans la rue aux appels à manifester. Jeudi a lieu une nouvelle journée de mobilisation dans les hôpitaux.

Il faudra qu'on se rejoigne, tous ensemble, dans la rue et dans la grève, public et privé, pour stopper les agressions du gouvernement et des patrons contre nos conditions de travail et nos emplois.

Grève à l'EPSM de Caen !

L'hôpital psychiatrique de Caen, l'EPSM, est en grève depuis lundi. Son directeur poursuit sa politique d'économies en annonçant la suppression de 65 lits et 110 postes, soit autour de 10 % de l'effectif salarié.

Hier mardi, il est venu narguer l'assemblée des grévistes qui l'ont du coup raccompagné sous les huées et les slogans à la porte de l'EPSM. Les personnels de l'EPSM refusent de faire les frais des coupes budgétaires dans la santé : ils ont mille fois raison.